

Le Brésil engagé envers la protection des peuples indigènes



Par María Josefina Arce

"Onokãe" est un mot yanomami qui signifie "un génocide qui tue des gens, qui fait couler le sang et qui fauche des vies". Il est utilisé par cette communauté indigène pour décrire ce qu'elle a vécu au cours des quatre dernières années en raison de l'exploitation minière illégale et d'autres activités économiques, encouragées par l'ancien président Jair Bolsonaro.

Le nouveau gouvernement, dirigé par Luiz Inácio Lula Da Silva, a immédiatement commencé à prendre des mesures pour inverser la catastrophe humanitaire sur les terres des Yanomami et celles d'autres peuples autochtones d'Amazonie.

Des images choquantes de la situation des Yanomami ont été révélées en janvier dernier. Au moins 570 enfants sont morts de maladies curables pendant le mandat de Bolsonaro.

Ces derniers jours, Lula Da Silva a demandé au Congrès de retirer un projet de loi présenté par son prédécesseur au Palais du Planalto, qui autorise l'extraction nocive d'or et d'autres minéraux sur les terres indigènes.

La pétition a reçu le soutien d'une grande partie de la population, en particulier des peuples indigènes, qui ont vu leurs terres envahies. Des dizaines de milliers de mineurs illégaux ont dévasté l'Amazonie, kidnappé des villages, expulsé des travailleurs de la santé et empoisonné des rivières avec du mercure, tuant les poissons.

La ministre des Peuples indigènes, Sonia Guajajara, a déclaré qu'elle attendait du Congrès qu'il remplisse son rôle en légiférant en faveur de l'équilibre environnemental, du bien-être et du respect des moyens de subsistance des communautés indigènes.

Il appartient au président de la Chambre des députés, Arthur Lira, de décider de retirer ou non le projet de loi de l'ordre du jour, dont l'examen par l'organe législatif est paralysé depuis le mois de mars de l'année dernière.

Le plan critiqué autorise non seulement l'exploitation minière illégale, mais aussi la construction de barrages hydroélectriques et d'autoroutes sur des terres indigènes, ce qui met en péril la vie de ces groupes ethniques et la préservation de l'Amazonie, considérée comme le poumon de la planète.

Le candidat d'extrême droite Bolsonaro s'est fait remarquer durant son mandat, de 2019 à 2022, par son discours discriminatoire et anti-environnemental. Durant ses quatre années de mandat, il a défendu l'exploitation économique de l'Amazonie.

Il en a résulté une augmentation de l'exploitation forestière et minière illégale, qui a conduit à une déforestation record de la plus grande forêt tropicale du monde. Selon les données analysées par le système de détection de la déforestation en temps réel, la perte de masse forestière amazonienne a augmenté de 150 % en décembre 2022, le dernier mois de la présidence de Bolsonaro.

Le capitaine à la retraite, outre le fait qu'il n'a pas délimité de nouvelles réserves indigènes, a affaibli les institutions environnementales et les réglementations en la matière.

L'arrivée de Lula Da Silva à la présidence du Brésil en janvier a marqué un virage dans la politique gouvernementale à l'égard des communautés indigènes. L'une de ses premières mesures a été le licenciement de 50 fonctionnaires du gouvernement précédent impliqués dans des violations des droits des peuples indigènes.

Des mesures concrètes ont été prises, comme la nomination de Marina Silva, défenseur de l'Amazonie, à la tête du ministère de l'Environnement, et la création du ministère des Peuples indigènes.

Espérons que le Congrès brésilien soutiendra les efforts du gouvernement de Lula Da Silva pour rendre justice aux peuples indigènes, qui ont été dépossédés de leurs terres, plongés dans la pauvreté et la discrimination, et n'ont qu'un accès limité à la santé et à l'éducation.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/318659-le-bresil-engage-envers-la-protection-des-peuples-indigenes>



Radio Habana Cuba